

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.456/2
DU 20 JUIN 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 1^{er} juin 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « modifiant la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement et à l'accès aux systèmes de paiement et d'autres législations dans la mesure où elles sont relatives au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Il ressort de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' qu'en principe, tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence¹; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres², qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au Moniteur belge, n'a pas été pris.

Il conviendra de veiller au bon accomplissement de cette formalité.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

DISPOSITIF

Article 3

Il convient de préciser que la loi du 21 décembre 2009 'relative au statut des établissements de paiement, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement et à l'accès aux systèmes de paiement' a été précédemment modifiée par la loi du 28 juillet 2011 ('visant à transposer diverses directives relatives au contrôle du secteur financier et portant dispositions diverses') et l'arrêté royal du 3 mars 2011 ('mettant en œuvre l'évolution des structures de contrôle du secteur financier').

¹ Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 précitée. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 précitée charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

² Article 19/1, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997 précitée.

Article 7

1. La définition des « émetteurs de monnaie électronique » au 32° en projet, qui renvoie à l'article 59 en projet à l'article 27, suscite une difficulté, dans la mesure où les 3°, 4° et 5° de cet article 59 ne visent que des émetteurs belges, contrairement aux 1° et 2°, ainsi qu'à la définition correspondante dans la directive, à savoir l'article 1^{er}, paragraphe 1, et plus particulièrement les points c), d) et e).

Les auteurs de l'avant-projet veilleront par conséquent à s'assurer qu'en procédant de la sorte, la législation destinée à transposer la directive ne pourra restreindre indûment l'exercice en Belgique des activités réglementées par la directive pour les entités étrangères également visées dans celle-ci mais non dans l'avant-projet, à savoir les offices de chèques postaux habilités par leur droit national à émettre de la monnaie électronique, les autres banques centrales nationales n'agissant pas en qualité d'autorités monétaires ou autres autorités publiques, ainsi que les autres États membres ou leurs autorités régionales ou locales agissant en qualité d'autorités publiques.

2. Cette observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 5 - spécialement les 3°, 4° et 5° - en projet à l'article 10, au regard de l'article 1^{er}, paragraphe 1 - spécialement les points c), d) et e) - de la directive 2007/64/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2007 concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 97/7/CE, 2002/65/CE, 2005/60/CE ainsi que 2006/48/CE et abrogeant la directive 97/5/CE.

3. L'article 4, point 1), de la directive 2007/64/CE précitée utilise la notion d'« État membre d'origine ». Le dispositif de la loi du 21 décembre 2009 précitée utilise, quant à lui, la notion de « personne morale de droit belge ». Par souci de sécurité juridique et de correcte transposition de la directive 2007/64/CE précitée, il conviendrait, dans l'article 4 en projet, de définir la notion de « personne morale de droit belge » en se référant explicitement à celle d'« État membre d'origine ».

Article 15

Le commentaire de cet article dans l'exposé des motifs indique que cet article « abroge également des références erronées faites au comité d'audit, dont la mise en place n'est pas exigée dans les établissements de paiement ».

Il convient toutefois de relever que la loi du 17 décembre 2008 'instituant notamment un Comité d'audit dans les sociétés cotées et dans les entreprises financières' modifie entre autres, à cet effet, la loi du 22 mars 1993 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit', qui peuvent également être des établissements de paiement.

Le commentaire de l'article devrait aborder cette question.

Article 20

Il serait préférable que l'alinéa 4 de l'article 35, § 1^{er}, 2°, en projet, devienne un nouveau 3° de ce paragraphe car il s'agit d'une mesure distincte de celle prévue par les autres alinéas du 2°.

La même observation vaut pour l'article 87, § 1^{er}, alinéa 4, 2°, en projet (article 62 de l'avant-projet).

Article 22

Suivant le commentaire de cet article dans l'exposé des motifs,

« L'article 26 de la directive prévoit la possibilité d'une exemption tant pour les personnes morales que pour les personnes physiques. L'avant-projet de loi ne fait que partiellement usage de cette possibilité, en ce sens que l'article 48 de la loi ne permet d'accorder de telles exemptions qu'à des personnes morales ».

Cette différence de traitement entre personnes physiques et morales, qui ne résulte en rien de la directive 2007/64/CE précitée, ne fait non plus l'objet d'aucune justification. S'il existe une telle justification objective et raisonnable, l'exposé des motifs doit être complété pour en donner connaissance ; sinon, il y a lieu d'éviter cette différence de traitement.

Article 27

L'article 59 en projet appelle la première observation formulée ci-dessus au sujet de l'article 7 de l'avant-projet, à laquelle il y a donc lieu de se reporter, étant entendu que cet article 59 transpose aussi l'article 10 de la directive, lequel impose aux États membres d'interdire à toute personne n'étant pas un émetteur de monnaie électronique au sens de l'article 2, point 3), d'émettre de la monnaie électronique.

Article 35

1. Les éventuels « distributeurs », visés à l'article 76, § 1^{er}, en projet, ne sont pas mentionnés dans l'alinéa 2, second tiret, de l'article 64 en projet.

L'exposé des motifs devrait justifier cette différence de régime.

2. Plus fondamentalement, s'agissant de ces « distributeurs », le Conseil d'État se demande si l'avant-projet réglemente suffisamment leurs activités, notamment pour ceux de ces intermédiaires agissant en Belgique pour le compte d'établissements étrangers, à la différence des succursales auxquelles les assimile l'article 3, paragraphe 4, de la directive.

Article 39

Il y a lieu d'insérer « § 1^{er}, » entre les mots « l'article 62, » et les mots « alinéa 1^{er}, 8^o ».

Article 46

1. La fin de l'article 73, § 1^{er}, en projet, ne transpose qu'incomplètement l'article 3, paragraphe 3, alinéa 2, de la directive, dans la mesure où les obligations que cet alinéa met à charge de l'« acquéreur potentiel » sont imposées par le paragraphe en projet à l'ensemble des personnes énumérées à l'article 3, paragraphe 3, alinéa 1^{er}, de la directive.

2. Au même paragraphe 1^{er} en projet, au lieu de prévoir qu'une personne ayant pris la décision de réaliser l'une ou l'autre des opérations visées est tenue « d'en informer à l'avance la Banque », il serait préférable d'exiger, en s'inspirant de la directive, qu'elle informe sans délai la Banque de son intention de procéder à une telle opération.

3. Au paragraphe 2 en projet, il conviendrait d'indiquer selon quelles formes et dans quel délai la Banque doit, le cas échéant, notifier son opposition à ces opérations sur titres³.

Article 48

Dans l'alinéa 6 de l'article 75 en projet, il y a sans doute lieu de lire « à l'exception de l'alinéa 5 », au lieu de « à l'exception de l'alinéa 3 ».

³ Comparer avec l'article 47 (article 74, alinéa 3 en projet) en matière de fusion et avec l'article 48 (article 75, alinéa 4, en projet) pour l'ouverture d'une succursale.

Article 50

Il n'y a pas de paragraphe 4 dans l'article 81 en projet à l'article 55 : sans doute faut-il lire, au début de l'article 77, § 1^{er}, alinéa 2, en projet « Sans préjudice de l'article 81, § 3 ».

En outre, dans la version française de la phrase introduisant le paragraphe 2, les mots « dernier alinéa » doivent être remplacés par « alinéa 2 ».

Articles 51 et 67

Contrairement à ce que prévoit l'article 78, § 1^{er}, alinéa 4, *in fine*, en projet de la loi du 21 décembre 2009, qui définit la notion de jour ouvrable, il n'est pas procuré de définition de cette notion au sens où elle est utilisée aux articles 78, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, b) (phrase liminaire), et 91 en projet de la loi du 21 décembre 2009.

Cette dernière loi, dans son état actuel, ne contient pas davantage de définition de la notion de jour ouvrable, alors qu'il en est fait usage aux articles 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, b) (phrase liminaire), et 39, alinéa 1^{er}.

Or, la notion de jour ouvrable ne revêt aucune signification juridique généralement reçue et peut varier, dans son sens usuel, selon le contexte dans lequel elle est appliquée, ce qui nuit à la sécurité juridique.

Il conviendrait en conséquence de procéder à une définition de cette notion au sens où elle est utilisée dans la loi, tant dans sa version actuelle que dans sa version qui résulterait de la modification en projet. Il paraît indiqué d'insérer cette définition à l'article 4 de la loi du 21 décembre 2009, sauf si cette notion devait revêtir un sens différent selon les dispositions concernées, auquel cas une définition particulière devrait être chaque fois donnée ; il va sans dire que la première solution, par sa clarté et sa simplicité, est préférable.

À cette occasion, l'auteur de l'avant-projet appréciera s'il sera nécessaire, compte tenu de son éventuelle spécificité, de maintenir la définition de cette notion telle qu'elle est utilisée à l'article 78, § 1^{er}, alinéa 4, *in fine*, en projet.

Article 57

Dans l'alinéa 1^{er} de l'article 83 en projet, il y a sans doute lieu de lire « inspections visées à l'article 81, § 2, alinéa 3 », au lieu de « 81, § 1, alinéa 4 ».

Article 71

L'article 15^{quater} de la loi du 20 septembre 1948 'portant organisation de l'économie' a été abrogé par l'article 18 de la loi du 7 mai 1999 'contenant le Code des sociétés', de sorte que l'article 95, § 2, alinéa 5, doit être omis ou revu en conséquence.

Article 76

1. Il y a lieu de supprimer les mots « de la loi » dans la phrase introductive, ainsi qu'au 1^o de l'article 98, § 1^{er}, en projet.
2. Il y a lieu, dans la version française, de remplacer le mot « dotées » par le mot « dotés » étant donné que ce sont les établissements et non les succursales d'établissements de monnaie électronique qui sont dotés de la personnalité juridique.

Article 84

Il faut vraisemblablement lire « Pour l'application du présent chapitre, ... », auquel cas cette disposition serait mieux à sa place au début de ce chapitre.

Article 88

La mention « des sections 1 à 3 du Titre 2 » est incorrecte car elle ignore la division en quatre chapitres de ce titre 2.

Article 131

Cet article devrait être rédigé sous forme de dispositions modificatives de l'article 34, alinéa 3, de la loi du 28 juillet 2011 'visant à transposer diverses directives relatives au contrôle du secteur financier et portant dispositions diverses' en y remplaçant expressément « 2011 » par « 2012 ».

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	Y. DE CORDT,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.456/2
VAN 20 JUNI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 1 juni 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet “tot wijziging van de wet van 21 december 2009 betreffende het statuut van de betalingsinstellingen, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en de toegang tot betalingssystemen, en van andere wetgeving die betrekking heeft op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ vloeit voort dat elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd in principe aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren;¹ de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad,² welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Er moet voor gezorgd worden dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 3

Er behoort te worden aangegeven dat de wet van 21 december 2009 ‘betreffende het statuut van de betalingsinstellingen, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en de toegang tot betalingssystemen’ eerder gewijzigd is bij de wet van 28 juli 2011 (‘tot omzetting van diverse richtlijnen betreffende het toezicht op de financiële sector en houdende diverse bepalingen’) en bij het koninklijk besluit van

¹ Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 5 mei 1997. Artikel 19/1, § 2, van de voornoemde wet van 5 mei 1997 belast de Koning om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad dat voorafgaand onderzoek te regelen. Tot op heden is nog geen enkel besluit met een zodanige strekking bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

² Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 5 mei 1997.

3 maart 2011 ('betreffende de evolutie van de toezichtsarchitectuur voor de financiële sector').

Artikel 7

1. De definitie van "uitgevers van elektronisch geld" in de ontworpen bepaling onder 32°, waarin verwezen wordt naar het ontworpen artikel 59 (artikel 27 van het ontwerp), doet een probleem rijzen doordat in de bepalingen onder 3°, 4° en 5° van dat artikel 59 alleen sprake is van Belgische uitgevers, in tegenstelling tot de bepalingen onder 1° en 2°, en tot de overeenkomstige definitie in de richtlijn, namelijk artikel 1, lid 1, en meer bepaald de punten c), d) en e).

De stellers van het voorontwerp dienen bijgevolg zich ervan te vergewissen dat, door aldus te werk te gaan, de wetgeving ter omzetting van de richtlijn geen onrechtmatige beperking meebrengt voor de uitoefening in België van de werkzaamheden die door de richtlijn gereguleerd zijn voor de buitenlandse entiteiten waarvan ook sprake is in de richtlijn maar niet in het voorontwerp, namelijk postcheque- en girodiensten die krachtens hun nationale wetgeving gemachtigd zijn om elektronisch geld uit te geven, de andere nationale centrale banken wanneer zij niet handelen in hun hoedanigheid van monetaire of andere publieke autoriteit en de andere lidstaten en hun regionale en lokale overheden wanneer zij handelen in hun hoedanigheid van overheidsinstantie.

2. Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* eveneens voor het ontworpen artikel 5 –inzonderheid voor de bepalingen onder 3°, 4° en 5° – (artikel 10 van het ontwerp) in het licht van artikel 1, lid 1 – inzonderheid de punten c), d) en e) – van richtlijn 2007/64/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 november 2007 betreffende betalingsdiensten in de interne markt tot wijziging van de Richtlijnen 97/7/EG, 2002/65/EG, 2005/60/EG en 2006/48/EG, en tot intrekking van Richtlijn 97/5/EG.

3. In artikel 4, punt 1), van de voormelde richtlijn 2007/64/EG wordt gebruik gemaakt van het begrip "lidstaat van herkomst". Het dispositief van de voormelde wet van 21 december 2009, zijnerzijds, gebruikt het begrip "rechtspersoon naar Belgisch recht". Met het oog op de rechtszekerheid en de correcte omzetting van de voormelde richtlijn 2007/64/EG zou in het ontworpen artikel 4 van het begrip "rechtspersoon naar Belgisch recht" een definitie moeten worden gegeven waarin uitdrukkelijk verwezen wordt naar die van "lidstaat van herkomst".

Artikel 15

In de memorie van toelichting wordt in de commentaar bij dit artikel aangegeven dat dit artikel “voorts (...) de foute verwijzingen naar het auditcomité (schrap); betalingsinstellingen moeten immers geen dergelijk comité hebben”.

Er dient evenwel te worden opgemerkt dat bij de wet van 17 december 2008 ‘inzonderheid tot oprichting van een auditcomité in de genoteerde vennootschappen en de financiële ondernemingen’ te dien einde wijzigingen zijn aangebracht in onder andere de wet van 22 maart 1993 ‘op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen’, welke instellingen eveneens betalingsinstellingen kunnen zijn.

In de commentaar bij dit artikel zou die kwestie besproken moeten worden.

Artikel 20

Het ontworpen artikel 35, § 1, 2°, vierde lid, zou beter een nieuwe bepaling onder 3° van diezelfde paragraaf worden, aangezien het daarbij gaat om een maatregel die losstaat van die waarin de overige leden van de bepaling onder 2° voorzien.

Deze opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 87, § 1, vierde lid, 2° (artikel 62 van het voorontwerp).

Artikel 22

In de memorie van toelichting wordt in de commentaar bij dit artikel het volgende aangegeven:

“Volgens artikel 26 van de Richtlijn mag er zowel aan rechtspersonen als aan natuurlijke personen een vrijstelling worden verleend. In het voorontwerp van wet wordt slechts gedeeltelijk gebruik gemaakt van deze mogelijkheid, aangezien artikel 48 van de wet enkel toelaat dat dergelijke vrijstellingen worden verleend aan rechtspersonen.”

Voor deze verschillende behandeling van natuurlijke personen ten opzichte van rechtspersonen, die geenszins uit de voormelde richtlijn 2007/64/EG volgt, wordt evenmin enige rechtvaardiging opgegeven. Als een dergelijke objectieve en redelijke rechtvaardiging bestaat, dient de memorie van toelichting aldus te worden aangevuld dat die opgegeven wordt; in het andere geval dient deze verschillende behandeling te worden vermeden.

Artikel 27

Het ontworpen artikel 59 geeft aanleiding tot dezelfde opmerking als de eerste opmerking die hiervoren over artikel 7 van het voorontwerp gemaakt is, waarnaar dan ook teruggegrepen dient te worden, met dien verstande dat bij dit artikel 59 ook artikel 10 van de richtlijn wordt omgezet, naar luid waarvan de lidstaten aan alle personen die geen uitgevers van elektronisch geld zijn in de zin van artikel 2, punt 3) het verbod dienen op te leggen om elektronisch geld uit te geven.

Artikel 35

1. De eventuele “distributeurs” die ter sprake komen in het ontworpen artikel 76, § 1, worden niet vermeld in het ontworpen artikel 64, tweede lid, tweede streepje.

In de memorie van toelichting dient dit verschil in regeling gerechtvaardigd te worden.

2. Fundamenteler nog vraagt de Raad van State zich met betrekking tot die “distributeurs” af of hun activiteiten bij het voorontwerp genoegzaam gereguleerd worden, inzonderheid wat betreft degenen onder deze tussenpersonen die in België namens buitenlandse instellingen optreden, in tegenstelling tot de bijkantoren waarmee ze krachtens artikel 3, lid 4, van de richtlijn gelijkgesteld worden.

Artikel 39

Tussen de woorden “artikel 62,” en de woorden “eerste lid, 8°” dient “§ 1,” te worden ingevoegd.

Artikel 46

1. In het ontworpen artikel 73, § 1, *in fine*, wordt artikel 3, lid 3, tweede alinea, van de richtlijn slechts onvolledig omgezet, doordat de verplichtingen die bij die alinea aan de “kandidaat-verwerver” worden opgelegd door de ontworpen paragraaf opgelegd worden aan alle personen vermeld in artikel 3, lid 3, eerste alinea, van de richtlijn.

2. Het zou beter zijn om in dezelfde ontworpen paragraaf 1 niet te bepalen dat een persoon die besloten heeft een of andere van de vermelde verrichtingen uit te voeren “de Bank daarvan vooraf (...) in kennis (dient) te stellen”, maar naar het voorbeeld van de richtlijn voor te schrijven dat die persoon de bank onverwijld op de hoogte brengt van zijn intentie om een dergelijke verrichting uit te voeren.

3. In de ontworpen paragraaf 2 zou moeten worden aangegeven welke vormvoorschriften en welke termijn de Bank in voorkomend geval in acht dient te nemen wanneer ze haar verzet tegen die effectenverrichtingen kenbaar wenst te maken.³

Artikel 48

Ongetwijfeld dient in het ontworpen artikel 75, zesde lid, te worden geschreven “Met uitzondering van het vijfde lid” in plaats van “Met uitzondering van het derde lid”.

Artikel 50

Het ontworpen artikel 81 (artikel 55 van het ontwerp) bevat geen paragraaf 4: in het ontworpen artikel 77, § 1, tweede lid, dient ongetwijfeld te worden geschreven “... kan zij, onverminderd artikel 81, § 3, en gelet op ...”.

Daarenboven dienen in de Franse tekst van de inleidende zin van paragraaf 2 de woorden “dernier alinéa” te worden vervangen door de woorden “alinéa 2”.

Artikelen 51 en 67

In tegenstelling tot wat bepaald wordt in het ontworpen artikel 78, § 1, vierde lid, *in fine*, van de wet van 21 december 2009, waarin het begrip werkdag gedefinieerd wordt, wordt geen definitie gegeven van dat begrip in de zin waarin het gebezigd wordt in de ontworpen artikelen 78, § 1, eerste lid, b) (inleidende zin), en 91 van de wet van 21 december 2009.

Laatstgenoemde wet bevat in haar huidige lezing evenmin een definitie van het begrip werkdag, hoewel dat begrip gehanteerd wordt in de artikelen 22, § 1, eerste lid, b) (inleidende zin), en 39, eerste lid.

Het begrip werkdag bezit evenwel geen enkele algemeen aanvaarde juridische betekenis en de gangbare betekenis ervan varieert naar gelang van de context waarin het gebruikt wordt, wat afbreuk doet aan de rechtszekerheid.

Bijgevolg zou dat begrip gedefinieerd moeten worden overeenkomstig de betekenis waarin het in de wet gebezigd wordt, zowel in de huidige versie van de wet als in de versie ervan die uit de ontworpen wijziging zal voortvloeien. Het lijkt raadzaam die definitie in te voegen in artikel 4 van de wet van 21 december 2009, tenzij dat begrip een andere

³ Vergelijk met artikel 47 (ontworpen artikel 74, derde lid) inzake fusies en met artikel 48 (ontworpen artikel 75, vierde lid) in verband met het openen van bijkantoren.

betekenis zou hebben naar gelang van de bepaling in kwestie, in welk geval telkens een specifieke definitie gegeven zou moeten worden; het spreekt vanzelf dat de eerstgenoemde oplossing, door de duidelijkheid en de eenvoud ervan, de voorkeur verdient.

Bij die gelegenheid dient de steller van het voorontwerp uit te maken of de definitie die in het ontworpen artikel 78, § 1, vierde lid, *in fine*, van dat begrip gegeven wordt, gelet op de eventuele specificiteit ervan, behouden dient te worden.

Artikel 57

In het ontworpen artikel 83, eerste lid, dient wellicht te worden gelezen “de inspecties bedoeld in artikel 81, § 2, derde lid,” in plaats van “de in artikel 81, § 1, vierde lid, bedoelde inspecties”.

Artikel 71

Artikel 15^{quater} van de wet van 20 september 1948 ‘houdende organisatie van het bedrijfsleven’ is opgeheven bij artikel 18 van de wet van 7 mei 1999 ‘houdende het wetboek van vennootschappen’, zodat artikel 95, § 2, vijfde lid, dient te vervallen of dienovereenkomstig herzien behoort te worden.

Artikel 76

1. In de inleidende zin en in de bepaling onder 1° van het ontworpen artikel 98, § 1, dienen de woorden “van de wet” te vervallen.
2. In de Franse tekst dient het woord “dotées” te worden vervangen door het woord “dotés” aangezien dat woord betrekking heeft op “établissements” en niet op “succursales”.

Artikel 84

Wellicht dient te worden gelezen “Voor de toepassing van dit hoofdstuk, ...”, in welk geval deze bepaling meer zou thuishoren in het begin van dit hoofdstuk.

Artikel 88

De vermelding “afdelingen 1 tot 3 van Titel 2” is onjuist, omdat daarmee voorbijgegaan wordt aan het feit dat die titel 2 onderverdeeld is in vier hoofdstukken.

Artikel 131

Dit artikel zou geredigeerd moeten worden als een bepaling waarbij artikel 34, derde lid, van de wet van 28 juli 2011 ‘tot omzetting van diverse richtlijnen betreffende het toezicht op de financiële sector en houdende diverse bepalingen’ gewijzigd wordt door daarin het jaartal “2011” uitdrukkelijk te vervangen door “2012”.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	Y. DE CORDT,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS